

Vendredi 21 Février 2025

Malgré la réforme de 2023, les retraites toujours dans le rouge « **Implacable diagnostic**

sur l'aggravation annoncée du déficit du système de retraite », titre **Les Echos** qui consacre sa Une au rapport de la Cour des comptes. Le quotidien constate que le tableau dressé est sombre. Le Premier ministre, qui s'exprimait avant la publication officielle des conclusions, a précisé que **ces dernières pourraient faire l'objet d'un débat sans vote au Parlement « pour qu'on sache définitivement de quelle situation on part et quelles sont les perspectives »**. La Cour des comptes se garde, elle, de faire des préconisations aux partenaires sociaux. Elle souligne cependant que **l'accumulation des déficits créerait une dette de l'ordre de 350 milliards d'euros pour le régime général en 2045** et 120 milliards pour le régime des agents des collectivités locales et hôpitaux. De quoi apporter de l'eau au moulin du Premier ministre, François Bayrou, qui n'a eu de cesse ces derniers mois d'alerter sur le fait que la France avait tendance à s'endetter pour financer ses retraites et d'affirmer que cette dette posait « un problème moral ». (Les Echos, p.2)

« Les discussions entre syndicats et patronat s'annoncent tendues », titre **Les Echos** constatant que les lignes ont déjà commencé à bouger, mais les positions des partenaires sociaux qui ont trois mois pour s'entendre restent encore très éloignées. **Côté patronat, le rapport est un motif pour refuser un retour en arrière sur le report de l'âge légal**. Le front n'est toutefois pas uni sur la question, puisque **la CPME s'est dite prête à étudier la question des 64 ans, à la condition cependant d'indexer l'âge de départ en retraite sur l'augmentation de l'espérance de vie**. Du côté des syndicats, on a cherché à relativiser les perspectives financières tracées par la Cour des comptes. Enfin, la liste des invités aux discussions sur les retraites continue de créer des remous. En plus des huit organisations représentatives, ont été conviées la FNSEA et l'Unsa. Pas la FSU, ni Solidaires, qui comme l'Unsa ne sont pas représentatives dans le secteur privé. Une configuration qui fait débat dans les camps patronal et syndical. « Le gouvernement ne peut pas choisir ses interlocuteurs, c'est toutes les organisations patronales et syndicales ou seulement celles qui sont représentatives », s'agace Sophie Binet. D'ores et déjà, FO menace de quitter la table. « Si le gouvernement continue à mélanger public et privé, si d'ici le 27 février il n'y a pas une bonne nouvelle, je ne sais pas ce que fera mon organisation, si on viendra ou pas », a menacé Michel Beaugas. (Les Echos, p.2)

« Combien coûterait un retour en arrière sur la réforme de 2023 », titre **Les Echos** alors que la Cour des comptes a simulé l'impact d'un retour en arrière sur l'âge de départ en retraite ou encore celui d'un allongement de la durée de cotisations. (Les Echos, p.2)

« Le système par capitalisation existe depuis vingt ans dans la fonction publique mais reste un tabou », titre **Le Figaro** constatant que cette solution a été évoquée par Gérard Darmanin, Gabriel Attal ou encore Jean-François Husson. De quoi faire grincer les dents de syndicats, que l'idée de la capitalisation est loin d'enchanter, même si elle existe déjà dans la fonction publique. (Le Figaro, p.24)

« Pour une réforme des retraites juste et pérenne », titre **Les Echos** qui publie la tribune de Jacky Bontems, Marie-Françoise Leflon et Dominique Villemot. Les membres du bureau du

think tank Démocratie Vivante déploient des mesures qu'il sera aisé de mettre en place. (Les Echos, p.13)

Pierre Moscovici exhorte les partenaires sociaux à trouver des solutions

« “Le statu quo est impossible” », titre Le Parisien qui ouvre ses colonnes à Pierre Moscovici. Le premier président de la Cour des comptes exhorte les partenaires sociaux à trouver des solutions pour financer les différents régimes, jugeant les besoins de financement « considérables ». « Il faudra fatalement agir à travers de nouvelles mesures et de nouvelles réformes », ajoute-t-il, signalant que l'abrogation de la réforme Borne « creuserait encore le déficit d'une dizaine de milliards d'euros à l'horizon 2030 », soit « autant de ressources supplémentaires à trouver. » « Il n'existe aucun déficit caché du régime de retraite des fonctionnaires, comme il n'y a aucune crispation entre le Premier ministre et moi », souligne également le premier président de la Cour des comptes, rappelant que « quelle que soit la manière dont on compte, il faudra trouver cette ressource. Ce qui est essentiel, c'est de connaître le déficit total et surtout de savoir comment le résorber. » (Le Parisien, p.6)